



l'édito

d' **A**lain Bergounioux

Une crise allemande de l'Europe ?

La percée électorale de l'extrême droite allemande, Alternative Für Deutschland, lors des élections régionales, qui concernaient plus de 11 millions d'électeurs, a retenti plus loin que l'Allemagne. Certes, il y a des différences régionales, l'Est restant marqué par son histoire, et par les inégalités qui persistent avec l'Ouest. Surtout, il y a près de 85 % des suffrages exprimés qui se sont portés sur des partis qui approuvent souvent les initiatives prises par Angela Merkel, à propos de la crise des réfugiés.

Mais, ces résultats montrent que, malgré le traumatisme qu'a représenté le nazisme pour le pays, l'Allemagne connaît l'ébranlement extrémiste xénophobe - mot, somme toute, préférable à la notion de populisme - qui traverse toute l'Europe. Les réfugiés en sont la cause immédiate, mais l'immigration l'a nourri bien avant, et tous ces partis adoptent des positions antieuropéennes - et confluent souvent au Parlement européen dans les mêmes votes. Un parti d'extrême droite, le NPD, avait déjà été représenté, de manière éphémère, dans des Parlements régionaux, pendant les années 1960-1970. Mais l'AFD est plus dangereuse, car elle pénètre les classes moyennes et peut amener une droitisisation des discours politiques.

Ce que l'on peut reprocher à Angela Merkel est d'avoir pris des décisions trop seule. Mais, nous devons avoir présent à l'esprit qu'elle est un des rares dirigeants européens à avoir voulu être à la hauteur de ce que doit être le cœur humaniste de l'Europe, en faisant face aux drames humains qui se déroulent en Méditerranée et dans les Balkans. Elle a, bien sûr, aussi, en tête, les intérêts de l'Allemagne, son problème démographique. Mais, c'est le cas de tous les Etats.

Les problèmes allemands sont les nôtres et nos problèmes sont aussi les leurs. Cela devrait être la leçon de ces élections. Et, c'est le débat que nous devons mener dans les opinions européennes.

Le repli sur le chacun pour soi qui a caractérisé la décennie qui a précédé la Seconde Guerre mondiale doit nous servir de leçon. Nous avons (encore ?) la chance d'user en commun d'institutions, avec, quand même, des décennies de pratiques. Malgré leurs dysfonctionnements récents, il faut faire l'effort de penser une nouvelle étape - avec, sans aucun doute, une nouvelle configuration de l'Europe à penser et à mettre en œuvre dans la décennie qui vient. La crise allemande est un avertissement. Entendons-le.

Auvergne-Rhône-Alpes, laboratoire régional de Wauquiez

Chasse aux dépenses administratives, pression fiscale en baisse, investissements à la hausse. C'est, en substance, le discours que tient Laurent Wauquiez depuis son accession à la présidence de la Région Auvergne-Rhône-Alpes. Mais, au-delà des déclarations d'intention, transparait la réalité qui ne résiste pas aux faits. Sous couvert de « rupture », l'élu du parti « Les Républicains » (LR) ne cesse de dénoncer une « culture du gaspillage » en pointant, dans chacune de ses saillies, ses prédécesseurs, Jean-Jack Queyranne et René Souchon, présidents sortants des conseils régionaux de Rhône-Alpes et d'Auvergne, avant leur fusion.

Dans son viseur, les dépenses de fonctionnement qui ont augmenté, assure-t-il, de 900 millions d'euros, entre 2005 et 2015, quand les recettes progressaient de 790 millions. Et d'annoncer, le 3 mars dernier, à la presse, qu'il avait convié dans le cadre d'une présentation des orientations budgétaires 2016, 75 millions d'euros de baisse des dépenses et 300 millions sur la mandature.

« Il ne cesse de répéter que les fonctionnaires sont payés à ne rien faire, ce qui va à contre-sens de la vocation de la région qui a besoin de relais et de partenaires pour assurer son développement », rétorque Marie-Hélène Riamon, conseillère régionale, depuis 2010, et présidente de la Commission Énergie-Climat, de 2010 à 2015.

Un populisme contre le peuple. Comment donc arrive-t-il à 75 millions ? Rien ne le justifie et, sur ce point, aucun document n'a été communiqué à la presse. Pas plus que les journalistes n'ont obtenu les précisions attendues sur les 4 milliards d'euros qu'il prévoit d'investir

pour créer 70 000 emplois, selon ses propres estimations.

« Chacune de ses saillies le conduit à creuser un sillon populiste de manière délibérée et violente, souligne l'élu socialiste. Cette posture lui vaut de refuser toute demande d'assistance supplémentaire pour les demandeurs d'emploi. Il prend ainsi le contre-pied des politiques de suivi et de formation que nous avons menées et financées sous la précédente mandature. Faut-il rappeler que nous avons soutenu 60 à 70 000 personnes qui se trouvaient dans la difficulté. Or, 60 à 70 % d'entre elles ont retrouvé un emploi, ce qui démontre l'intérêt de l'accompagnement. »

Pis, le numéro deux de LR a boycotté, le 2 février dernier, à Mâtignon, la réunion organisée par le Premier ministre, en présence des présidents des exécutifs régionaux, un mois seulement après leur intronisation, pour déployer une politique commune de lutte contre le chômage. Histoire de permettre à 500 000 demandeurs d'emploi supplémentaires d'accéder à une formation. Un plan en partie financé par les régions, dont c'est l'une des compétences premières. Refus catégorique de l'intéressé qui a tout aussitôt rejeté l'idée d'apparaître sous les traits d'un « sous-traitant du gouvernement » pour « un énième plan de traitement social, avec la seule obsession d'inverser artificiellement la courbe du chômage » (JDD, 17 janvier). Dix jours plus tard, il récidivait au micro de Jean-Jacques Bourdin, sur BFMTV et RMC, dénonçant de la « poudre aux yeux » et des « formations bidon ». « Il a balayé cette politique d'un revers de main, au prétexte que ces formations étaient low cost, fulmine Marie-Hé-

« Il défie le gouvernement et tourne délibérément le dos aux politiques que nous avons menées, à l'échelle régionale. Il a tout démolé sans assumer ses actes. Il s'est d'ailleurs contenté de faire voter un budget de fonctionnement sur trois mois, sans dresser la moindre perspective. »

lène Riamon. *Aujourd'hui, il défie le gouvernement et tourne délibérément le dos aux politiques que nous avons menées, à l'échelle régionale. Il a tout démolé sans assumer ses actes. Il s'est d'ailleurs contenté de faire voter un budget de fonctionnement sur trois mois, sans dresser la moindre perspective.* »

Entre mépris et condescendance. Difficile, dans ces conditions, de connaître le sort qu'il entend réserver aux quelque 400 000 demandeurs d'emploi potentiellement concernés par le dispositif, en Auvergne-Rhône-Alpes ! « *Ce sont 60 000 à 65 000 chômeurs à qui Laurent Wauquiez fait un bras d'honneur* », renchérit Jean-François Debat, président du groupe « Socialiste, démocrate et apparentés ». Sa recette pour combattre le chômage est à cet égard particulièrement éloquent : déréglementation des heures supplémentaires, négociées au cas par cas, allongement de la durée légale du travail pour un passage aux 42 heures, voire aux 45 heures hebdomadaires. Ce que Wauquiez suggère, le Medef n'a osé l'imaginer ! Sans doute a-t-il omis de penser, cependant, qu'en tant que président de région, il n'est pas en capacité d'influer sur le temps de travail des salariés.

Clivant à Paris, en mal de consensus sur ses terres, le député de la Haute-Loire s'emploie ainsi à faire de la Région Auvergne-Rhône-Alpes une zone autonome, refusant clairement de s'associer à une politique institutionnelle par opportunisme et pure idéologie. Soucieux d'obtenir un coup de pouce budgétaire de l'Etat, il n'a toutefois pas oublié, le 26 janvier dernier, d'interpeller Manuel Valls lors d'une rencontre à Matignon, en lui réclamant une « *prime de fusion* » de 100 millions d'euros et une rallonge de 120 millions, au titre d'investissements routiers.

Autre point de discorde, et non des moindres, les grands travaux. Sur cette question, l'État a engagé, au titre du contrat de plan Etat-région

(CPER) 2016-2020, plus d'un milliard d'euros pour Rhône-Alpes, et 377 millions pour l'Auvergne. Dans le viseur du président de l'exécutif, le projet de l'A45 reliant Lyon à Saint-Etienne, censé désenclaver la métropole stéphanoise. Un chantier qui n'a jamais figuré dans le nouveau plan et qui impacterait la moitié du budget transports, à en croire Jean-François Debat, alors que l'essentiel de l'effort doit permettre de combler le retard accusé par le réseau ferroviaire (cf. interview ci-après).

Sur tout le reste, les voyants sont au rouge. Et l'immobilisme la règle. « *Ça devient inquiétant, d'autant qu'il y a urgence !* », confie Marie-Hélène Riamon. *Preuve que ce président n'aime pas la Région, au sens institutionnel du terme.*

Il a d'ailleurs une vision dogmatique des choses.

En témoigne son mépris affiché pour la loi NOTRe qui démontre, de toute évidence, que seul l'État peut trouver grâce à ses yeux, quand, toutefois, il le juge utile. Tant et si bien qu'il cherche en permanence à contourner la loi, au profit des douze départements - dont dix sont à droite - qui composent le territoire. Le

tout, au nom d'une vision purement politicienne de la situation. »

« *Il organise une véritable concurrence entre les territoires et les vice-présidents du conseil régional qui s'emploient coûte que coûte à défendre leurs départements, soupire l'édile. Concrètement, il n'intervient cependant que faiblement sur le terrain, si ce n'est sur l'affaire du campus numérique, qu'il souhaite installer à Charbonnières. En clair, il attend que les agglomérations et les départements lui fournissent leurs listes de courses - ronds-points, routes, gymnases... toutes choses que nous refusons de financer auparavant -, au nom d'une logique politicienne. Cette liste ne cesse de s'allonger, sans que rien ne soit décidé ! Pis, elle ne correspond pas à la vocation de la région.* »

Bad boy. Au fond, Laurent Wauquiez ne res-

pecte rien ni personne... « C'est un « bad boy », dont le comportement est provocateur, résume Marie-Hélène Riamon. Il veut décider de tout et se montre peu respectueux de ses vice-présidents qui ne jouissent d'aucune marge d'autonomie. Tous attendent la décision du président ! Ce mépris se retrouve dans les relations condescendantes qu'il entretient avec les agriculteurs, dont il lui arrive même d'emprunter le vocabulaire pour mieux les dominer. »

Ce comportement ne fait que nourrir une image pour le moins ternie du mandat d'élu et des collectivités auprès d'une partie de la population, déjà médusée par les fausses accusations qu'il a portées contre son prédécesseur à la présidence de l'exécutif régional, Jean-Jack Queyranne. « Il ne respecte pas, non plus, les coutumes républicaines, ne prévient personne, pas même les élus de son camp qui finissent inéluctablement par se retourner contre lui. À ce rythme, il ne tardera pas à exploser en vol. Que restera-t-il après ? C'est toute la question,

s'interroge Marie-Hélène Riamon. La dégradation est perceptible, et c'est bien la personne de Laurent Wauquiez qui est en cause. Il casse délibérément les codes, méprisant souverainement les médias locaux, allant même jusqu'à boycotter France 3, alors qu'il en est l'invité. Cette manière autocratique d'assurer le pouvoir, se retournera fatalement contre lui, et il jette clairement une ombre sur la crédibilité des politiques publiques. Cette manière de faire est insupportable. »

La rupture est donc consommée. Au-delà des différents qui l'opposent aux élus de l'opposition, le président de la Région Auvergne-Rhône-Alpes a tout simplement rompu avec nombre de pratiques républicaines. Au point que le territoire se retrouve aujourd'hui au point mort. Pour combien de temps ? C'est toute la question.

Bruno Tranchant

Le point de vue de **Jean-François Debat**, maire de Bourg-en-Bresse, vice-président de la communauté d'agglomération de Bourg-en-Bresse et président du groupe « Socialiste, démocrate et apparentés », au sein du conseil régional d'Auvergne-Rhône-Alpes.



« Laurent Wauquiez incarne la droite « Trump » »

Quelle est la situation politique en Auvergne-Rhône-Alpes, depuis l'élection à la présidence de l'exécutif de Laurent Wauquiez ?

Nous avons perdu de nombreuses villes, en Rhône-Alpes, lors des élections municipales de 2014. Parfois même de manière douloureuse, comme à Chambéry, Valence, Roanne, Saint-Etienne ou Grenoble, où nous ne sommes pas associés à la gestion municipale. Les pertes valent surtout pour les villes moyennes. À l'échelle régionale, le socle des majorités de gauche est faible. Le constat vaut également pour les départements : nous n'en comptons plus que deux, l'Ardèche et le Puy-de-Dôme, sur un total de douze ! À cela, il faut ajouter la communauté d'agglomération de Lyon que nous conservons dans notre escarcelle. J'ajoute que notre défaite à l'élection régionale nous positionne clairement dans une phase de reconquête, à l'échéance 2020. Mon objectif, en tant que président de groupe, en lien avec Gérard Collomb, sénateur-maire de Lyon et

président de la métropole, Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'Éducation nationale, et Olivier Bianchi, maire de Clermont-Ferrand, est de constituer un réseau, en nous appuyant sur les présidents (PS) des conseils départementaux, les maires, les fédérations et les parlementaires socialistes pour reconquérir des places fortes et conforter ainsi notre positionnement politique.

J'en viens à la droite. En Auvergne-Rhône-Alpes, le Front national n'est, fort heureusement, pas au niveau qui est le sien en Bourgogne-Franche-Comté ou en PACA. Mais, la menace populiste n'en subsiste pas moins, sous l'impulsion de Laurent Wauquiez, qui incarne la droite « Trump », auquel il ne cesse d'ailleurs de se référer, et dont il fait un véritable modèle. Du candidat républicain aux primaires américaines, il a emprunté l'outrance, le mensonge sans vergogne et l'insulte à l'encontre de ses adversaires, puisqu'il nous a accusé de gestion criminelle de la région ! Ni plus ni moins.

Au-delà d'un discours résolument populiste sur l'assistanat et de dérives qui le rapprochent du FN sur un certain nombre de sujets, il incarne l'émergence d'une fraction de la droite qui n'est pas à l'image de ce qu'a toujours été cette famille politique, en Auvergne-Rhône-Alpes.

Curieux, effectivement, quand on connaît l'influence d'un Raymond Barre qui a longtemps incarné une droite modérée, très éloignée, au fond, des idées que véhicule un Laurent Wauquiez.

Absolument. Le président de l'exécutif s'adresse, concrètement, à une partie de l'électorat frontiste, en lui disant, au fond, ce qu'il a envie d'entendre. Ce qui place tous les modérés dans une situation difficile. Ils sont même sur le recul et se démarquent très clairement de ses nombreux excès. C'est d'ailleurs le message que je m'efforce de porter en tant que président du groupe « Socialiste, démocrate et apparentés », au sein du conseil régional, en revendiquant une autre manière de faire de la politique.

Les centristes sont mal à l'aise face à un mode de management personnalisé et centralisé et une forme d'expression axée sur la communication. Il ne se passera probablement rien avant 2017, d'autant que l'aspiration à l'unité qui a permis à la droite de l'emporter lors des élections intermédiaires, reste forte. Mais, je doute fort que cette unité de façade subsiste dans la durée. Ce, d'autant plus que le discours de Laurent Wauquiez n'est pas du tout en phase avec celui de la droite traditionnelle. Ce qui peut nous offrir une audience et une réelle écoute auprès d'un électorat modéré.

*Existe-t-il un « style » Wauquiez ?
Peut-on parler de rupture avec la*

mandature précédente ?

Laurent Wauquiez est en rupture avec les fondements mêmes de la République et la manière de faire de la politique. Au-delà de la campagne, qui reste un temps particulier, j'observe qu'il continue délibérément à mentir sur le nombre de membres de cabinet de son prédécesseur à la présidence de la région, Jean-Jack Queyranne, notre refus présumé de voter la baisse des indemnités des élus, alors que nous l'avons fait, tout en dénonçant l'enrobage populiste dont il a affublé cette mesure. Il reste donc dans l'invective et conserve le même état d'esprit que celui qui l'animait avant les élections régionales. Quant à sa présumée rupture, elle reste cantonnée, pour l'heure, dans les mots ! Il n'a pas pris la mesure de ce qu'était la région, et ne manquera pas, tôt ou tard, de s'emplâtrer dans le mur du réel !

« Laurent Wauquiez s'adresse, concrètement, à une partie de l'électorat frontiste, en lui disant, au fond, ce qu'il a envie d'entendre. Ce qui place tous les modérés dans une situation difficile. Ils sont même sur le recul et se démarquent très clairement de ses nombreux excès. »

De réelles différences d'appréciation subsistent en matière d'infrastructures, en particulier. Quelles sont vos divergences sur ce point ?

Laurent Wauquiez a menti publiquement, il y a une quinzaine de jours, à l'occasion d'une conférence de presse où il a présenté des chiffres tronqués. Il a affirmé, en particulier, son intention d'augmenter de 100 mil-

lions d'euros annuels l'investissement de la région, alors qu'il ne fera, au mieux, que 800 millions, en s'alignant très exactement sur ce que nous avons fait sous la précédente mandature. Il ment donc ouvertement, cédant une nouvelle fois à l'outrance et l'excès ! Nous n'avons visiblement pas la même lecture des chiffres.

Plus grave, il commet l'erreur de concentrer l'effort de financement régional sur les routes. Depuis plusieurs années, nous avons décidé, autour de Jean-Jack Queyranne, de clarifier l'intervention publique. La région qui a la compétence du réseau des TER, investit donc dans ce

domaine aux côtés de l'État et de la SNCF, afin d'améliorer la ponctualité, la sécurité et l'état du réseau.

Nous serons naturellement toujours partants pour encourager une hausse des investissements, en la matière. Ce n'est visiblement pas l'intention de Laurent Wauquiez, qui n'hésite pas à soutenir ses amis placés à la tête des conseils départementaux, en les aidant à financer des routes, dans l'unique but d'en tirer un profit électoral. Il commet là une erreur sur le fond, dans la mesure où il brouille le message sur le « qui fait quoi ? », à un moment où nos concitoyens ne s'y retrouvent plus. Une erreur économique, ensuite, puisque ses amis seront tentés de financer une partie des opérations qu'ils avaient prévue, à l'aide des fonds

qui leur seront versés à cette occasion par la région, tout en diminuant leur propre participation ! Tant et si bien que cette opération ne génèrera aucun travaux supplémentaires, à l'échelle du territoire.

Cette politique ne contribuera donc pas à un relent d'activité, contrairement au nécessaire développement du réseau ferroviaire. Nous sommes dans le flou absolu ! La vérité, c'est que Laurent Wauquiez ne supporte pas la contradiction, puisqu'il énonce, de manière permanente, des contre-vérités, et qu'il se complait dans d'interminables monologues. C'est ce que nous voulons changer !

Propos recueillis par Bruno Tranchant



Il nous manque déjà...

Jacques Salvator s'est éteint après un courageux et long combat contre la maladie.

C'était notre camarade et notre ami. Le camarade de toutes les causes défendues au nom de la gauche, depuis un demi siècle qu'il s'agisse de son rôle de secrétaire général du MARC (mouvement étudiant), en passant par le PSU, puis le Parti socialiste.

L'ami aussi, celui qui a animé la vie et l'action de tous les jours à Solférino, depuis le début des années 90 jusqu'à la fin des années 2000, avec enthousiasme, humour, disponibilité, sens de l'intérêt collectif, et surtout beaucoup d'intelligence. Il n'expliquait pas pour imposer mais pour faire partager et donc entraîner.

Son histoire est celle d'un fils d'immigrés italiens, passionné par sa ville, Aubervilliers, par le combat pour la solidarité et l'émancipation, le ressort de sa vie. Curieux de tout, soucieux des autres et d'abord des plus fragiles il incarnait mieux que personne ce qui est appelé, parfois, le « care », c'est-à-dire le besoin de prendre soin de l'autre, sobrement, presque discrètement, dans le respect de la personnalité de chacun.

Jacques Salvator savait faire beaucoup de choses : soigner – il était médecin – écouter – c'était le sens permanent de son engagement comme militant politique et comme élu – écrire – car il fallait bien acter les choses pour avancer - décider également, une fois la conviction acquise.

C'est surtout la trajectoire d'un homme de conviction et épris de lutte contre toutes les formes d'exclusion, qui n'a jamais déçu ni ceux qui l'ont accompagné longtemps, ni ceux, qui ont accompli plus simplement, un bout de chemin avec lui.

M.B.



Thomas Lefebvre

est spécialiste des Sciences politiques. Il travaille, en particulier, sur l'Union européenne (UE) et les Etats-Unis, où il enseigne aujourd'hui en qualité de Visiting Assistant Professor, au Trinity College, après avoir officié à Belfast. Ses recherches actuelles le conduisent à explorer les implications transatlantiques en lien avec l'évolution des Etats-Unis où il vit.

« Trump est un cauchemar pour les cadres du parti républicain »



Quelle est la situation politique aux Etats-Unis, après le Super Tuesday qui a vu Donald Trump et Hillary Clinton arriver largement en tête ?

En dépit des résultats décevants enregistrés par Marco Rubio et Ted Cruz, aucun des deux candidats ne semble vouloir renoncer à la campagne. Ce maintien et la présence de John Kasich renforcent clairement Donald Trump. Pour peu que les quatre candidats se maintiennent jusqu'à la convention qui se tiendra à la Quicken Loans Arena de Cleveland Ohio, du 18 au 21 juillet prochains, il suffira à celui-ci de rassembler un tiers des voix pour obtenir la majorité des suffrages délégués.

D'autre part, le rejet de Trump par les cadres du parti Républicain se traduit par d'intenses spéculations. On l'a vu, en particulier, avec Mitt Romney et John Mc Cain qui le jugent dangereux pour la démocratie et emploient des mots très durs à son égard, allant même jusqu'à le traiter de charlatan. Tant et si bien que tous les scénarii sont possibles. Certains vont jusqu'à demander à Paul Ryan, le speaker de la Chambre des représentants - le président, ndlr - de se présenter en tant que candidat indépendant. D'autres conseillent fortement à Mitt Romney de s'y coller pour empêcher l'élection de

Trump. Un véritable vent de panique a saisi le parti, qui se traduit par une guerre intestine entre les anciens cadres, en quête de respectabilité, et les amis de Trump qui se jugent seuls légitimes pour incarner le pouvoir. D'aucuns vont jusqu'à prôner un « front républicain » pour faire élire Hillary Clinton ! Les débats sont d'une rare violence.

Du côté des démocrates, la situation est, bien entendu, différente. Malgré l'avantage d'Hillary Clinton qui a conquis une grande partie des super-délégués - club de l'élite du parti démocrate, ndlr -, Bernie Sanders continue d'engranger des soutiens. Les moyens financiers dont il dispose, supérieurs en tout point à ceux de sa concurrente, lui permettent de poursuivre sa campagne en toute tranquillité une campagne solide. Et il semble bien que son intention est d'aller jusqu'à la convention de Philadelphie, la semaine du 25 juillet. Pour l'heure, il se focalise de plus en plus sur la personnalité de Clinton, des scandales qui l'entourent et de sa proximité avec les banques. Son discours est cependant moins radical que celui qu'il a pu avoir auparavant. Ce qui n'empêche nullement sa rivale de se mettre dans la peau de la candidate nationale, depuis le Super Tuesday. Au point qu'elle concentre désormais ses attaques sur Donald

Trump ! Elle est convaincue qu'elle seule mettra en œuvre le troisième mandat de Barak Obama, au motif qu'elle est son héritière !



Du côté des Républicains, le succès de Donald Trump ne tient-il pas, pour l'essentiel, au rejet des élites, des minorités, des étrangers, des médias et des politiciens ? Quel est le socle de son électorat ?

Au-delà de ce constat, c'est surtout la personnalité de Trump qui attire une partie de l'électorat républicain. Tous les candidats républicains tiennent un discours très dur sur l'immigration, l'avortement, la Syrie ou l'usage des armes à feu. À commencer par Cruz et Rubio, aujourd'hui en retrait, qui demandent eux aussi l'érection d'un mur à la frontière mexicaine. Les positions de Trump sont donc parfaitement compatibles avec celles de ses concurrents directs, même s'il peut lui arriver de paraître plus à gauche et libéral qu'eux, en particulier sur le planning familial. Ce qui est une hérésie pour une partie des républicains.

N'empêche qu'il apparaît sous les traits d'un « monstre » hors contrôle entièrement construit par le parti, qui recourt à des mots chocs, sans réellement se distinguer, sur le fond, des autres candidats à la primaire. Il est d'ailleurs souvent déstabilisé sur son projet qui n'est pas très éloigné, fondamentalement, de celui du FN, en France. Avec, pour principal mot d'ordre le contrôle des frontières, des flux migratoires, des échanges commerciaux avec la Chine... Et une priorité résumée dans ce slogan : « Make America great again ! », le retour de la grandeur perdue. Ces termes de protection et de contrôle font mouche, à l'heure où un sentiment d'anxiété et de peur domine les classes populaires et moyennes. Il est, de ce point de vue, clairement en rupture avec la ligne libre-échangiste républicaine. D'où l'opposition frontale des élites républicaines à son programme.

Pour le reste, les termes anti-immigrés et anti-minorités sont l'écho du matraquage pratiqué par la chaîne Fox news, matin, midi et soir. Elle

joue un rôle majeur dans l'élaboration du discours conservateur, au prix d'un amalgame douteux entre musulmans, mexicains et terrorisme. Elle trouve toujours des justifications aux tueries, par des policiers, de noirs non armés. Sur ce point, la violence du discours de Trump est choquante et il n'hésite pas à aller au-delà du langage codé auquel les journalistes de Fox news ont recouru. Ses outrances racistes à l'égard des mexicains prétendument « violeurs » vont ainsi de pair avec son refus de prendre ses distances avec David Duke, l'ancien dirigeant du Ku Klux Klan qui lui a apporté son soutien et continue de professer la supériorité de la race blanche. Elles ont été rendues possibles grâce au succès du Tea Party qui a débridé la parole au sein du parti Républicain.

Au fond, Trump ne fait que récupérer le produit d'une sous-culture dont la parole est totalement libérée. Il est même d'usage, aux Etats-Unis, de se présenter comme étant non politiquement correct ! L'intéressé en fait d'ailleurs un gage d'authenticité. Au point de faire apparaître Fox news

comme une chaîne modérée, au sein du clan républicain ! Comme si elle était dépassée sur sa droite. Le monstre est désormais hors de contrôle...

Trump est souvent déstabilisé sur son projet qui n'est pas très éloigné, fondamentalement, de celui du FN, en France. Avec, pour principal mot d'ordre le contrôle des frontières, des flux migratoires, des échanges commerciaux avec la Chine... Et une priorité résumée dans ce slogan : « Make America great again ! », le retour de la grandeur perdue.

La grande qualité de Donald Trump réside, au fond, dans son franc-parler, l'absence de toute limite à sa liberté de parole...

Absolument. C'est d'ailleurs ce qui le rapproche d'un Jean-Marie Le Pen. Il dit les choses « comme elles le sont », pour le bonheur

des téléspectateurs qui l'ont perçu, pendant de longues années, comme une célébrité. Trump est un homme de spectacle entouré de fans qui le suivent d'un meeting à l'autre. Ils connaissent d'ailleurs toutes ses tirades, comme un comique « stand-up » qui ne connaît pas vraiment le sens de la nuance, mais fait rêver une partie de la population. Chaque outrage lui apporte des voix.

Quant à son électorat, il se compose, pour l'essentiel, son cœur est composé, d'hommes blancs, pas ou peu diplômés, en colère contre

Washington, les élites et le « politiquement correcte ». Au-delà, il n'en demeure pas moins le premier candidat du mouvement républicain, au sein de toutes les catégories sociales. Ce qui inclut les électeurs qui ont un revenu annuel supérieur à 50 000 dollars, les diplômés de l'enseignement supérieur et les catégories sociales inférieures. Il peut également compter sur le soutien massif de l'électorat évangélique, même s'il s'est marié trois fois et a pu déclarer tout et son contraire sur la religion. Il a même réussi à l'emporter dans le Massachusetts, pourtant à gauche, et dans l'Alabama, l'État le plus conservateur démontrant ainsi qu'il ratisse au delà de l'électorat masculin blanc populaire. Il jouit donc d'une grande diversité dans ses soutiens électoraux, jusqu'à certains aux hispaniques, ce qui est très surprenant.

Autre explication de ce succès : les accusations portées contre Washington. D'après Trump, seul un homme qui n'en est pas issu est en capacité de remettre la politique américaine en ordre !



Cette situation n'est pas sans rappeler ce que connaissent la France et une partie de l'Europe, avec la montée des nationaux-populismes.

Il existe bien, en effet, un mouvement de masse dans le monde occidental fondé sur le rejet des élites et une volonté de contrôle et de souverainisme vis-à-vis de l'immigration, du libre-échange ou des banques. La comparaison avec la montée du FN est de ce point de vue tout à fait justifiée.



Cette série de victoires lui a permis de se présenter comme un « rassembleur », le seul capable « d'unir » le parti républicain d'ici à l'élection de novembre. Est-il devenu incontournable, en dépit de ses excès et de ses outrances ?

Il prétend rassembler, alors qu'il reste un cauchemar pour les cadres du parti républicain. Après la défaite de 2012, son parti a publié un rapport en forme d'autopsie. Il l'expliquait par l'enrichissement du socle de l'électorat démocrate par les latinos, exception faite des cubains qui votent républicain. Il s'agissait donc clairement de les séduire, au même titre que les afro-américains. C'est ce qu'a fait Jeb Bush qui s'est mis en scène avec son

épouse, de nationalité mexicaine, et un discours de compassion vis-à-vis des immigrés originaires d'Amérique latine. Trump fait l'inverse, ce qui crée un fossé avec les élites qui lui sont résolument hostiles. Toutes les stratégies sont bonnes pour torpiller sa candidature.

Tant et si bien qu'il aura beaucoup de mal à rassembler les électeurs autour de son nom. Concrètement, il divise plus qu'il ne mobilise. Souvenons-nous de l'élection de 1964 et de la victoire écrasante de Lyndon Johnson, président sortant, face au républicain conservateur, Barry Goldwater, sénateur de l'Arizona aux relents extrémistes. L'image que véhicule aujourd'hui Donald Trump est identique en tout point à celle de son prédécesseur. C'est celle d'un pays potentiellement isolationniste et raciste.

Souvenons-nous de l'élection de 1964 et de la victoire écrasante de Lyndon Johnson, président sortant, face au républicain conservateur, Barry Goldwater, sénateur de l'Arizona aux relents extrémistes. L'image que véhicule aujourd'hui Donald Trump est identique en tout point à celle de son prédécesseur. C'est celle d'un pays potentiellement isolationniste et raciste.

Pourquoi Marco Rubio et Ted Cruz, en dépit de sa victoire dans son fief, le Texas, et Jeb Bush ne parviennent-ils pas à lui tenir tête ?

Marco Rubio, Ted Cruz et Jeb Bush ont commis une erreur stratégique majeure. Ils se sont entretenus sans porter le moindre intérêt à Trump ! Ils n'ont pas pris au sérieux cet homme au discours totalement incohérent. Sans compter que Rubio et Cruz sont des créatures de Washington et qu'ils ne bénéficient pas du même aura que Trump, sans doute plus charismatique.

Or, l'électorat conservateur de 2016 semble aimer les discours radicaux et francs. Loin des interventions policées d'un Rubio qui est souvent comparé à un robot. Pour beaucoup, il est à la fois trop jeune et technocrate dans l'âme. Quant à Cruz, il s'est focalisé sur les chrétiens évangéliques, sans s'ouvrir à d'autres horizons.

Tous deux sont totalement dépassés, même s'ils se sont fixés pour objectif d'empêcher Trump d'obtenir une majorité de délégués à la convention. Or, d'après les sondages, il n'y a guère que trois ou quatre États dans lesquels ce dernier n'occupe pas le leadership. Faute de majorité à la convention, il y aura un second tour et les délégués pourront voter pour le candidat de leur choix. Une solution qui ne sied naturellement guère à Trump qui menace de se lancer seul dans la bataille, au cas où ce

scenario se produirait. Il n'est donc pas exclu de retrouver un candidat de l'establishment face à lui.



Chez les Démocrates Hillary Clinton peine à mobiliser les jeunes qui ont constitué le socle de l'électorat de Barak Obama, en 2008 et 2012. Comment l'expliquez-vous ?

C'est une faiblesse pour Clinton, mais une force pour Bernie Sanders qui rassemble beaucoup de jeunes blancs. Ses meetings sont d'ailleurs totalement uniformes, même s'il parvient à rallier quelques intellectuels afro-américains à sa cause. Mais, une majorité d'entre eux soutiennent Hillary Clinton, tandis que les jeunes aiment la nouveauté. Or, la candidate démocrate fait partie du paysage politique depuis 25 ans. Les jeunes peuvent donc parfois éprouver un sentiment de lassitude à son égard. Sans compter qu'une partie d'entre eux la jugent condescendante et arrogante.

Un épisode a été particulièrement significatif, à cet égard. Madeleine Korbelt Albright, Secrétaire d'État entre 1997 et 2001, sous le second mandat du président Bill Clinton, a affirmé, sur le ton de la plaisanterie, que les femmes qui ne soutiennent pas les femmes devraient envisager de partir à la retraite « aller en enfer ». Or, les jeunes femmes ont du mal à soutenir Hillary Clinton. Le discours de Sanders sur la lutte contre les inégalités parle beaucoup plus à leurs yeux que celui de son opposante, dont les propos paraissent souvent plus radicaux.

J'ajoute que l'idée selon laquelle tout était joué d'avance renforce le discours de Sanders contre l'establishment. Ses attaques sur les liens d'Hillary avec les banques fonctionnent auprès d'une génération obnubilée par les prêts étudiants. Celle-ci va donc devoir redoubler d'efforts pour rallier ces précieuses voix qui lui échappent pour l'heure. La mobilisation est d'ailleurs plutôt faible dans le camp de l'électorat démocrate, par rapport à 2012, alors que la participation est à la hausse du côté des Républicains. Peut-être parce qu'elle est perçue, parfois, comme étant corruptible, au motif qu'elle a soutenu la guerre en Irak.



Elle a pu compter sur les Etats du Sud du pays, où l'électorat afro-américain lui apporte majoritairement son soutien. Elle creuse ainsi l'écart avec Bernie Sanders. Cela signifie-t-il que l'investiture démocrate est jouée ?

La situation est très compliquée pour Bernie Sanders. Et, comme je l'ai signalé, l'électorat afro-américain reste fidèle à Clinton, dans un rapport de huit sur dix ! Celle-ci est d'ailleurs beaucoup plus à l'aise sur les questions raciales que Sanders qui reste englué dans un discours unique. Il a d'ailleurs loupé le coche dans le Massachusetts, l'un des plus gros états libéraux, acquis à la gauche. Sans compter que les gros états du sud, à commencer par la Floride et la

Californie à l'Ouest, s'apprêtent à voter pour sa concurrente.

Il n'en demeure pas moins motivé et compte très clairement mener la campagne jusqu'à son terme. Et ce, en dépit de son déficit de popularité chez les super-délégués qui sont très favorables à Clinton. Pour peu qu'ils changent d'avis, il sera en capacité de faire basculer la convention, ce qui, à ce

stade des primaires, est loin d'être le cas. D'autant qu'Hilary Clinton a un discours parfaitement rodé qui résonne dans l'esprit de son électorat.

Le principal mérite de Sanders est d'avoir forcé sa rivale à creuser la question des inégalités, ce qui n'était pas acquis d'avance, et d'appeler à plus de transparence en politique, poussant ainsi le curseur à gauche.

Le principal mérite de Sanders est d'avoir forcé sa rivale à creuser la question des inégalités, ce qui n'était pas acquis d'avance, et d'appeler à plus de transparence en politique, poussant ainsi le curseur à gauche.



Marine Le Pen est-elle en capacité d'occuper le même espace politique et médiatique qu'un Donald Trump, en emportant les suffrages d'une partie de la population en proie au doute, victime du déclassement et animée par un sentiment de ressentiment vis-à-vis des élites ?

Si le Parti socialiste n'avait pas pris la décision de retirer ses candidats dans trois des régions où le Front national a obtenu des résultats élevés, en décembre dernier, il ne fait guère de doute que le mouvement dirigé par Marine Le Pen assumerait la présidence de l'une d'entre elles. Au-delà, il existe bien déjà un mouvement

de fond fondé sur le rejet des élites et une demande de contrôle dans les sociétés occidentales.

En taclant les médias et en jouant sur la victimisation, Marine Le Pen attire à elle une large frange de l'opinion, tout en divisant une droite totalement déchirée entre une aile modérée et centriste, qui lui est hostile, et une faction conservatrice, plus prompte à la suivre sur de nombreuses thématiques. Mais, qu'on ne s'y trompe pas : un phénomène similaire se produit au Royaume-Uni, avec Nigel Farage, qui déploie tout un discours sur l'immigration et l'islam pour

restaurer la souveraineté et les frontières contre l'espace Schengen. Ce mouvement de fond ne peut guère nous inciter à l'optimisme.

Le cadre politique français présente néanmoins l'avantage d'offrir des limites du droit d'expression définies par lois antiracistes. Même si le Front National utilise un langage codé, le fait qu'il existe un filtre permet de contenir, dans une certaine mesure, la spirale négative qu'entraîne les discours de haine.

Propos recueillis par Bruno Tranchant



Un combattant infatigable du rassemblement de la gauche

Claude Estier nous a quittés. Il incarnait avant tout une époque glorieuse. Celle de l'immédiate après Epinay, de la rénovation du Parti socialiste, de l'Union de la gauche, de la longue marche vers la victoire du 10 mai 1981. Avant de devenir de la fin des années 1980 à 2004, le président avisé et respecté du groupe parlementaire socialiste, au Palais du Luxembourg.

Militant anticolonialiste et internationaliste, lucide dès le départ sur les impasses et les risques du drame algérien, opposant résolu au coup de force du 13 mai 1958, il prend ses responsabilités en choisissant, dès ce moment, le long combat de François Mitterrand, au détriment de sa carrière toute tracée de journaliste politique au *Monde*.

Membre de la Convention des institutions républicaines (CIR), il devient, en 1967, député FGDS de Paris en triomphant, à la surprise générale, du candidat UNR de l'époque, Alexandre Sanguinetti. Tout au long des années 70, il est le porte-parole du Parti socialiste, le fondateur et le patron de *l'Unité*, l'hebdomadaire des socialistes. Pivot de ce que l'on a nommé la « bande du XVIII^{ème} arrondissement », avec Lionel Jospin, Bertrand Delanoë et Daniel Vaillant, il est de tous les combats de la gauche, à Paris, comme au plan national.

Sa culture, son talent d'écriture, sa pédagogie, tant à l'écrit qu'à l'oral, rythment les années glorieuses, celles qui permettent la reconquête, au nom de principes simples.

La gauche n'existe en France que rassemblée au service d'un idéal de justice sociale et d'égalité républicaine. Sa vocation, c'est la transformation du réel, et non son acceptation résignée.

Son message reste aujourd'hui encore d'une brûlante actualité.

M.B.

La Revue Socialiste

**Le numéro de ce mois-ci consacre un dossier spécial
à la situation des migrants et des réfugiés. À lire !**



MR. MME. Mlle.

PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL

VILLE

TÉLÉPHONE

E-MAIL

Ci-joint mon règlement de la somme de euros par chèque à l'ordre de Solfé Communications – Revue socialiste

DATE :

SIGNATURE :

Haro sur la fonction publique : le Président des « Républicains » n'a pas changé.

Nicolas Sarkozy n'a pas changé. Sa récente interview dans *Le Monde*, en particulier à propos des fonctionnaires et de la fonction publique, le confirme.

Ses annonces, en tant que président de « LR » et futur éventuel candidat aux primaires de la formation de droite révèlent même une certaine amplification de la tendance, au regard de la période 2007-2012.

La stigmatisation à l'ordre du jour. D'emblée, l'ancien chef de l'État préconise la suppression

de près de 350 000 postes dans l'ensemble de la fonction publique - État, territoriale et hospitalière. Cette démarche correspond à la diminution de près de 70 000 postes par an, pendant cinq ans. C'est évidemment supérieur à celui en vigueur, lors du dernier quinquennat. A noter qu'en englobant ainsi les trois fonctions publiques, il méconnaît les principes de libre-administration des collectivités territoriales, ainsi que les prérogatives des directions d'hôpitaux publics et des agences

régionales de tutelle qui doivent agir en fonction d'objectifs d'équilibre du territoire, d'égalité d'accès à la santé, et de besoins sanitaires, notamment d'urgence. En tous les cas, cette logique renvoie à un ratio supérieur à la règle du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux affichée dans les années 2007-2012.

Nicolas Sarkozy prévoit aussi, le retour de la

journée de « carence », en cas d'arrêt maladie - 70 % des salariés du privé ne subissent plus cette pratique de par les accords avec les mutuelles - et la remise à plat des règles du paritarisme. Cette dernière intention sonne comme une concession faite aux tenants dans son propre parti, d'un démantèlement du statut de la fonction publique. Bruno Le Maire, par exemple, parle, sans être démenti ni contredit à droite, de l'instauration d'une fonction publique limitée aux missions régaliennes, les autres étant confiées à des agences dont le caractère public n'est pas

toujours assuré. Le député de l'Eure a annoncé, notamment, la suppression de la fonction publique territoriale, ouvrant ainsi la porte au plus complet arbitraire clientéliste.

Au-delà, le président de LR part en guerre contre les 35 heures dans la fonction publique, évoquant le principe de 37 heures payées 37, voire de 39 heures hebdomadaires, avec une mention spéciale pour les enseignants, invités à

travailler plus longtemps en classe. Il oublie au passage qu'une heure de cours exige au moins une heure de préparation et génère souvent un temps plus ou moins long de correction.

Bref, tout est conçu pour conforter la campagne de discrédit et de culpabilisation des agents publics, présentés implicitement comme des privilégiés disposant de la garan-

Tout est conçu pour conforter la campagne de discrédit et de culpabilisation des agents publics, présentés implicitement comme des privilégiés disposant de la garantie de l'emploi. Alors que cette garantie de l'emploi est aussi une garantie démocratique, de transparence et de compétence dans le fonctionnement même de l'administration pour les citoyens.

tie de l'emploi. Alors que cette garantie de l'emploi est aussi une garantie démocratique, de transparence et de compétence dans le fonctionnement même de l'administration pour les citoyens. Tandis que le nombre d'agents contractuels atteint plusieurs centaines de milliers, dans l'ensemble de la fonction Publique.

Tout cela s'accompagne d'une attaque en règle contre le régime de retraite des fonctionnaires qui fait pourtant partie intégrante du statut. En l'occurrence l'ancien président de la République feint d'ignorer que les personnels titulaires de la fonction publique ne bénéficient pas, à de très rares exceptions près, de régime complémentaire, que leurs primes ne sont pas intégrées dans le salaire de référence pour le calcul de la pension, et que les évolutions de carrières sont souvent extrêmement lentes et poussives, en dépit de la difficulté et de la sélectivité des concours d'entrée initiaux. Car, pour accéder à la fonction publique, il faut passer un concours et accepter des nominations sur tout le territoire national.

Un État réduit aux ac-
quêts. Le plus préoccupant, dans ce discours, réside dans l'absence manifeste de vision du rôle de l'État, sauf à se contenter de justifier sur des bases purement sectaires, son effacement, ce qui est un peu « juste » pour un homme d'État ou qui se prétend comme tel.

L'effacement de l'Etat, surtout dans le domaine économique et social, et la volonté d'abaissement de ceux qui le servent ne reflètent pas un sens aigu des responsabilités conforme à ce que l'on est en droit d'attendre d'un dirigeant politique d'envergure nationale. De surcroît, ces annonces, à bien des égards mesquines, seraient appliquées dans le cadre d'une baisse des dépenses publiques d'au moins 100 milliards, en cinq ans, soit 20 milliards par an. Ainsi, l'Etat, y compris dans les domaines régaliens comme la sécurité, la justice ou la dé-

fense, sans parler de l'économie et du social, serait transformé en simple variable d'ajustement à la baisse d'une politique résolument déflationniste. Ce serait également la fin de toute priorité de politique publique.

Il est vrai que, dans le même temps, Nicolas Sarkozy n'hésite pas à prôner un plan Marshall, c'est-à-dire une augmentation massive des aides et subventions agricoles, sans craindre un seul instant la contradiction et l'incohérence. Il n'hésite pas davantage à préconiser la diminution de la fiscalité sur le capital, la suppression de l'impôt de solidarité sur la fortune et, surtout, plus dangereux encore, la révision à la baisse des contrôles fiscaux, au nom d'un clientélisme décidément très sélectif. Rappelons que la fraude et l'évasion fiscale sont estimées à près de 80 milliards par an.

Ces annonces qui correspondent à la continuité de la politique conduite par l'ex-UMP contrastent avec l'action de la gauche dans ce domaine, essentiel à la mise en œuvre de politiques publiques choisies et déterminées démocratiquement par le pays lors des élections présidentielles et législatives.

Le plus préoccupant, dans ce discours, réside dans l'absence manifeste de vision du rôle de l'État, sauf à se contenter de justifier sur des bases purement sectaires, son effacement, ce qui est un peu « juste » pour un homme d'État ou qui se prétend comme tel.

Une pratique radicalement différente. Les socialistes ont, en effet, tenu leurs engagements dans le domaine de l'État et de la fonction publique, depuis quatre ans.

L'État stratège a été conforté avec la création de la Banque publique d'investissement (BPI), une politique fiscale plus redistributrice, fondée sur l'extension de la fiscalité sur le capital, l'amélioration du rendement de l'impôt de solidarité sur la fortune, des succès incontestables contre la fraude fiscale, une politique massive d'aide à l'investissement.

L'État protecteur s'est affirmé avec le renforcement de la lutte contre l'exclusion et la majoration de 10 %, hors inflation, en cinq ans du

montant du RSA, la réforme de la prime pour l'emploi, la mise en place de la généralisation progressive du tiers-payant, un meilleur encadrement des dépassements d'honoraires et les prémices d'une forme de sécurité sociale professionnelle.

Surtout, les engagements correspondant à des priorités de politiques publiques ont été respectés, avec la création de dizaines de milliers de postes supplémentaires dans l'Éducation nationale, un effort budgétaire réel dans les secteurs de la sécurité et de la justice, mettant un terme à une politique aveugle de baisse d'effectifs - moins 10 000 postes dans la police et moins 80 000 postes dans l'Éducation nationale) - sous le précédent quinquennat.

Les effectifs globaux de la fonction publique ont été maintenus, depuis quatre ans, moyennant des évolutions à la baisse ou à la hausse selon les priorités publiques affirmées, pour des raisons sociales, mais aussi politiques, qu'il faut savoir assumer. La cinquième puissance économique du monde, membre permanente du Conseil de sécurité de l'ONU, co-fondatrice de l'Union européenne, a besoin d'un État puissant et fédérateur pour assurer les solidarités indispensables et le rayonnement nécessaire, conformes à son rang et à son histoire. La baisse aveugle et continue des effectifs, telle que préconisée par Nicolas Sarkozy révèle une absence de vision autre que comptable et à court terme, incompatible avec une conception ambitieuse et exigeante de notre république. L'État de droit, la république et la nation, ouvertes sur le monde, ont, en effet,

parties liées depuis plus de deux siècles et la synthèse de Condorcet. Affaiblir l'un des trois piliers du triptyque revient à défier l'ensemble.

Enfin, le gouvernement vient de mettre fin à six années de gel des rémunérations, initié par le gouvernement Fillon, hors GVT et mesures catégorielles prises en direction des catégories C et D, en annonçant à juste titre une augmentation, en deux étapes, de 1,2 % pour l'ensemble des agents de toutes les fonctions publiques. Il s'agit d'une mesure opportune pour des raisons de relance du pouvoir d'achat, et donc de

relance maîtrisée de notre économie, et, en même temps, courageuse, face aux discours déflationnistes tenus par la droite et de nombreux média réfractaires à toute idée d'État dynamique et performant, au service d'une reprise durable.

La baisse aveugle et continue des effectifs, telle que préconisée par Nicolas Sarkozy révèle une absence de vision autre que comptable et à court terme, incompatible avec une conception ambitieuse et exigeante de notre république.

Il existe bel et bien non seulement une différence de méthode, mais aussi une différence de nature entre la gauche et la droite sur ce terrain, au cœur du débat public. La droite considère l'État de droit - dont le statut de la fonction publique et la reconnaissance des fonctionnaires fondent les bases indissociables - comme autant d'obstacles à une forme « *de normalisation libérale* ». La gauche, en revanche, estime que l'État reste l'un des piliers d'une République émancipatrice et respectueuse des citoyens, solidaire des plus fragiles. Ces deux visions demeurent inconciliables. Il n'y a aucune confusion possible.

M.B.

Deux visions distinctes de la fonction publique

À gauche

- maintien global des effectifs ;
- affirmation de priorités de politiques publiques : éducation : + 60 000 postes en 5 ans + progression en cours pour la Justice et la Sécurité ;
- suppression du jour de carence ;
- lutte renforcée contre la fraude fiscale et pour la transparence financière ;
- maintien du paritarisme, pour ce qui relève des déroulements de carrières, et de tous les ressorts du statut ;
- dégel des rémunérations, avec progression de 1,2 du point d'indice, d'ici à 2017 ;
- reconnaissance du rôle des fonctionnaires et de la garantie de l'emploi pour les titulaires au service d'une administration compétente et de la neutralité du fonctionnement de l'État ;
- amélioration du rendement de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) ;
- maîtrise des dépenses publiques et non baisse drastique et aveugle de celles ci ;
- affirmation de l'État stratège avec mise en place de la BPI et aides massives à l'investissement.

À droite

- réduction drastique du nombre de fonctionnaires de 350 000 en 5 ans (vaste plan social) ;
- réduction du format de toutes les fonctions publiques, y compris hospitalière ;
- abandon de toute véritable lutte contre la fraude fiscale ;
- fin de toutes les priorités de politique publique ;
- forte et brutale diminution des dépenses publiques, et donc des commandes publiques, au risque de favoriser la déflation ;
- suppression de l'ISF
- mise en cause du statut, à travers l'attaque en règle contre les retraites des fonctionnaires et le dénigrement du paritarisme social relatif aux conditions de déroulement de carrière ;
- retour du jour de carence, en cas d'arrêt maladie ;
- gel des traitements des fonctionnaires ;
- mise en cause de la RTT dans la fonction publique et stigmatisation des enseignants.